

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 332

Artikel: L'exemple des militants francs-montagnards : prendre en main le développement régional
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028785>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La faim justifie les moyens

Tous les cinq jours, un million de bouches de plus à nourrir. — Pour nourrir tout les hommes en l'an 2000, il faudra au moins doubler la production alimentaire mondiale. — Dans les pays du tiers monde, où vivent aujourd'hui les $\frac{3}{4}$ de la population mondiale, la base alimentaire est notoirement insuffisante. Le bilan de l'alimentation sur notre planète commence à être connu, mais les interrogations qu'il propose ne reçoivent que rarement des réponses pertinentes. Le dernier bulletin mensuel de la Société de Banque Suisse ouvre cependant ses colonnes à un spécialiste en la matière, M. Max Gloor, directeur général de Nestlé Alimentana qui, sous le titre « L'industrie alimentaire s'attaque au problème de la nutrition », propose dans une perspective concrète un certain nombre de méthodes pour « augmenter l'offre de produits alimentaires » :

— Mieux utiliser la production actuelle par un stockage plus rationnel, des techniques de conservation améliorées, une diminution des pertes et une distribution plus efficace.

— Extension des terres cultivées.

— Accroissement du rendement des surfaces cultivées.

— Intensification de la pêche qui revêt une importance décisive pour de nombreux pays.

— Production d'aliments synthétiques, notamment par la transformation microbiologique de dérivés pétroliers ou de résidus.

Ce programme d'action est probablement intéressant pour les spécialistes attachés à ces problèmes depuis des années, mais il prend une couleur beaucoup plus contestable lorsque l'auteur situe ensuite l'« apport de l'industrie alimentaire à la lutte contre la faim dans le monde ». Les phrases suivantes situeront l'angle d'attaque du directeur de Nestlé Alimentana : « Les relations de l'industrie alimentaire avec le monde agricole ne consistent pas seulement à lui assurer un débouché, condition indispensable d'une agriculture hautement industrialisée, mais également à soutenir

l'expansion de l'économie agricole, surtout dans les pays en voie de développement. Dans ce domaine, la plupart des initiatives émanent des grandes entreprises internationales de l'alimentation qui doivent se procurer les produits agricoles nécessaires aux marchés locaux et à l'approvisionnement de leurs centres de production implantés dans d'autres pays. C'est ainsi que le groupe Nestlé a, depuis plusieurs décennies déjà, mis sur pied ou du moins fortement encouragé l'industrie laitière dans de vastes régions d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique. »

Le PDG de Nestlé Alimentana tombe bien : nous avons justement des nouvelles des agissements des géants mondiaux de l'alimentation au Brésil¹, dans le nord-est du Matto Grosso, dans cette incroyablement riche région que l'on nomme le Far-West brésilien et où se multiplient les ranches immenses (fermes d'élevage extensif) de tout un gotha de l'économie mondiale, de Volkswagen à Good Year, en passant par Mitsubishi et Nestlé, précisément. Ces nouveaux pionniers achètent les terres pour y installer leurs industries, en expulsent bien entendu les occupants (3400 familles de paysans misérables sont en train de perdre leurs terres rien que dans le « Matto Grosso ») qui n'ont jamais eu entre les mains de titres de propriété (et pour cause...), récupèrent à des centaines de kilomètres à la ronde des ouvriers qui installent, pour un salaire de misère, le matériel de production et sont bientôt licenciés lorsque tournent les machines ultra-modernes qui nécessitent un minimum de main-d'œuvre ! D'où la naissance sur place d'un sous-prolétariat encore plus démuné, naissance qui, liée avec le rapatriement des bénéficiaires des promoteurs, jette un jour cru sur les propos de M. Gloor : « L'activité des entreprises multinationales dans les pays en voie de développement ne doit pas être considérée seulement du point de vue de l'augmentation de la production alimentaire locale, mais également comme une contribution à l'industrialisation »...

¹ Voir aussi « Le Monde diplomatique », sept. 75.

L'exemple des militants francs-montagnards : prendre en main le développement régional

L'autonomie politique d'un pays, d'une région, sans la maîtrise, par ce même pays, par cette même région, des ressources qu'ils abritent, est un simulacre de pouvoir. Les pays sous-développés en ont fait depuis longtemps l'expérience.

Il existe aussi une Suisse marginale, sous-développée. On peut discuter évidemment de l'efficacité des moyens à notre disposition pour tracer les contours de cette Suisse-là (le critère du revenu par habitant est, par exemple, largement insuffisant pour dresser un bilan clair sur cette question) ; il n'en reste pas moins que ce sont les régions qui, à la lumière des calculs traditionnels apparaissent comme les laissés pour compte de la prospérité, qui maîtrisent le moins leur économie et leur sol. Elles ont été, elles sont l'objet d'un colonialisme marqué de la part des villes, des régions riches du pays. Le Jura, qui vient d'acquiescer son autonomie politique, en fait l'amère expérience. Libéré de l'hypothèque bernoise, il doit constater qu'avoir un parlement, un gouvernement, ses institutions propres, n'a que peu d'importance finalement alors même que son sol et son économie sont contrôlés en grande partie par des personnes et des groupes situés en dehors du Jura.

Les premiers à réagir

Les Francs-Montagnards ont été les premiers à réagir. Héritiers du mouvement qui a combattu avec succès l'implantation d'une place d'armes sur le Haut-Plateau, les Militants

francs-montagnards (MFM) se sont fait connaître voici une année à l'occasion de la vente aux enchères d'une ferme dans un village proche de Saignelégier (aux Emibois, voir DP 284). Il y a quinze jours, au cours d'une fête populaire qui réunissait près d'un millier de personnes à Saignelégier, ils présentaient le bilan de leur activité et les grandes lignes de leur programme.

L'action et la réflexion

L'inventaire, tout d'abord. Dans l'ordre d'urgence, le problème du sol. Les militants ont répertorié pour chaque commune les surfaces en mains étrangères ; point de xénophobie sous ce qualificatif, mais simplement la constatation qu'en six ans 1357 hectares sont devenus la propriété de personnes qui ne résident pas dans la région ; or le Haut-Plateau compte actuellement 392 résidences secondaires pour 2127 maisons d'habitation. En clair, cela signifie que les Franches-Montagnes sont en passe de devenir un dortoir de fin de semaine, un territoire dont les ressortissants, sans terres et sans logements — comment concurrencer les cadres supérieurs et les capitalistes de Bienne, de Zürich ou de Bâle — sont peu à peu remplacés par les privilégiés de la ville qui ne séjournent là qu'un mois ou deux dans l'année.

Veut-on un autre exemple, tout aussi frappant ? Le MFM a mis sur pied des groupes d'étude chargés d'étudier les possibilités de mise en valeur des productions de la région. Ainsi, à propos de la production laitière, les militants ont constaté que, en tablant sur une production annuelle de 10 millions de kilos qui est la moyenne actuelle, si l'on transplantait le processus inévitable de transformation en lait de consommation, yoghourts, crème, fromages, glaces, dans les Franches-Montagnes, cela représenterait un apport annuel de 5 millions de

francs pour le Haut-Plateau : actuellement, la presque totalité du lait est transformée à l'extérieur de la région...

L'action, ensuite. Les militants suivent avec attention les petites annonces dans la presse suisse, demandent d'achat de vieilles fermes (fort cotées, maintenant que l'arrêté urgent sur l'aménagement du territoire a bloqué toute construction nouvelle), de terres et de forêts ; ils convoquent les demandeurs et leur expliquent la situation, fermement s'il le faut. Ce printemps, par le biais d'une manifestation populaire, ils ont convaincu la « Fondation pour le cheval », émanation d'une marotte de citadins sentimentaux, à renoncer à acheter à prix d'or un domaine agricole près de Saignelégier. Par ailleurs, les militants ne sont pas coupés des organes de décision locaux et régionaux ; en contact avec le préfet, la Chambre économique, les maires, ils expliquent, soutiennent tel projet, critiquent telles autres propositions, font au besoin opposition par voie légale : ils animent ainsi un vaste débat sur la réalité et l'avenir de la région. Ils en viennent à représenter ainsi la possibilité, pour les Francs-Montagnards trop longtemps confinés dans leur petite guérilla stérile entre clans politiques, de prendre conscience que le véritable enjeu — véritablement politique celui-là — se situe dans un contrôle des habitants sur le développement de leur région.

Tache d'huile

Déjà le mouvement fait tache d'huile : dans le Clos du Doubs, en Ajoie, dans le val Terbi, des organisations analogues ont fait leur apparition. Elles comptent ensemble peser de tout leur poids sur l'élaboration du cadre légal du nouveau canton, et obtenir notamment la mise sur pied de larges pouvoirs régionaux : on n'est jamais aussi bien défendu que par soi-

même. Les technocrates de CK 73 n'ont-ils pas décrété qu'en 1980 le Jura compterait 5000 résidences secondaires ? Les Jurassiens, maintenant, sont prêts à dire ce qu'ils en pensent.

Qu'on ne s'y trompe pas : il serait faux de voir dans le surgissement de ces actions régionales la manifestation d'une nostalgie passéiste. Au contraire, les militants sont tournés vers l'avenir, mais un avenir qu'ils veulent déterminer eux-mêmes ! Pour ce faire, débordant le cadre d'action trop figé des partis politiques, ils allient actions directes propres à attirer l'attention de l'opinion, réflexion et travail en profondeur.

Si le mouvement des militants refuse de se référer à une quelconque idéologie — il veut toucher l'ensemble de la population, ne pas effrayer — il est bien clair que sa réflexion déjà amorcée au sujet de la propriété du sol, des concentrations économiques, de l'autodétermination des intéressés, ne peut que rejoindre les préoccupations de la gauche... si elle ne les a pas déjà dépassées.

Avant-garde

Si les Militants francs-montagnards font figure d'avant-garde jurassienne dans leur lutte pour le contrôle du développement de leur région, il est un parti, dans ce même Jura, qui pourrait bien se révéler à l'avant-garde helvétique, au moins sur un point précis de sa doctrine économique : le Parti chrétien-social indépendant du Jura fera en effet campagne pour les élections d'octobre (décision du congrès du mois d'août) sur le thème de l'autogestion. Une prise de position qui devrait aisément démarquer ce groupement du PDC... une prise de position qui pourrait lui valoir des amitiés à gauche...